
2022

DÉCEMBRE

LES CAHIERS
DU CENTRE

Numéro 51

Retraite, productivité, croissance : est-ce que l'on se pose les bonnes questions concernant la réforme des retraites ?

Lionel TOURTIER, *Président de GENERATIONS E.R.I.C*

On ne le dira jamais assez : la retraite, c'est la croissance et un choix de répartition de la création de richesses qui en résulte. Pour fixer les idées, rappelons en simplifiant que le PIB c'est :

Productivité horaire du travail x nombre d'heures travaillées par la population.

Une équation relativement simple en apparence... Néanmoins, les deux variables comportent des sous-jacents (heures de travail, durée de travail, taux de chômage, taux d'emploi, etc.) souvent abordées de façon très idéologique. De ce fait, cela nuit à la formation de grands consensus. Même l'élément démographique est traité politiquement dès lors qu'il renvoie aux notions de solde migratoire (Cf. l'immigration vs le communautarisme) ou encore de la politique familiale et des naissances²⁰.

Sur quelle base raisonnons-nous en projetant l'évolution de nos régimes de retraite ?

Depuis très longtemps, les réflexions engagées sur la réforme de nos régimes de retraite sont calées sur les courbes démographiques, notamment le ratio de dépendance. Au 1er juillet 2012, en France métropolitaine, le nombre de retraités du régime général (CNAV) s'élève à 13,0 millions pour environ 18,3 millions de cotisants, soit un

²⁰ Le scénario central du COR : l'indicateur conjoncturel de fécondité est de 1,8 enfant par femme et le solde migratoire de 70 000 par an.

rapport de 1,39 cotisant pour un retraité. Cette valeur s'inscrit dans une tendance générale à la baisse du ratio depuis 1970. Ce ratio est toutefois différent selon les régimes (agricoles, fonction publique, etc.), mais la tendance est similaire. Nous sommes donc dans une projection chiffrée relativement maîtrisée, bien que si l'on raisonne sur trois ou quatre décennies, quelques petites inflexions peuvent être enregistrées, notamment sur le taux de fécondité. Il est actuellement de 1,8 contre 2 entre 2006 et 2014. Les comportements concernant la maternité peuvent s'infléchir avec une tendance à une maternité de plus en plus tardive²¹. Pour quels effets ?

Puisque le ratio de dépendance démographique repose sur une convention statistique (bornes d'âge définissant le nombre d'inactifs et le nombre d'actifs), l'âge moyen de liquidation des pensions est un des facteurs clés que l'on peut donc faire varier, même s'il repose sur de nombreux paramètres d'ajustement : durée de cotisation, décote/surcote, âge minimum, âge d'équilibre, etc. C'est autour de ces éléments que le débat porte essentiellement. Malheureusement...

Car la période de retraite devrait faire l'objet d'un débat politique conduit par des considérations sociales et non budgétaires. Pourquoi ? Parce que c'est un choix de société, à débattre démocratiquement au sein du peuple, et qui, naturellement, doit être ensuite assumé financièrement par celui-ci. Quelle place donnons-nous au travail, quelle place à la période de retraite, quel rôle à la protection sociale, etc. Que voulons-nous comme société, et plus encore, dans un cadre de vieillissement. Sommes-nous prêts à accepter les arbitrages pour atteindre cet objectif de société, et même de civilisation ? C'est sur ces considérations qu'un consensus national doit émerger.

²¹ Pour que la population stagne, il faut qu'une femme ait au moins 1 fille en moyenne, ce qui nécessite que chaque femme ait 2 enfants. Mais tous les enfants ne vivront pas jusqu'à l'âge d'avoir des enfants.

Mais la norme budgétaire ou d'équilibre financier, ou encore une supposé harmonisation européenne ne doivent pas, selon moi, fixer en premier le choix de société. Sinon cela entraîne en permanence des discussions et oppositions, telles que nous les connaissons depuis les années 90. Si une population veut privilégier la santé ou la retraite en pourcentage de son PIB, c'est une question civilisationnelle. Elle est légitime. Dans les débats auxquels je participais au sein de l'Association des Ages²² dans les années 80, les réflexions étaient de cette nature. Par exemple, certains avançaient l'idée d'une « période sabbatique » vers 40 ans, pour se former, ou voyager, et dont le financement pourrait être assuré par utilisation d'une partie des droits de retraite. Cela positivait l'idée de travailler plus longtemps, mais en ayant profité davantage de ses moments de vie à soi où son état physique, sa bonne santé, permettent d'accomplir des actions, plus difficiles à envisager à 65 ou 70 ans. Ce n'est qu'une illustration pour expliquer ce que pourrait être un débat civilisationnel. Mais l'on a au moins le sentiment d'avoir une certaine maîtrise des choses, et non de se voir imposer une décision pour des raisons essentiellement financières.

Comparaison européenne n'est pas raison

Dans ce prolongement, est-il utile de dresser des comparaisons entre pays alors que les situations de vieillissement sont différentes, tout comme d'ailleurs celles des revenus et des patrimoines ? Et faut-il que ces comparaisons soient l'élément principal indirect des prises de décision, ce qui peut être une façon de renoncer à l'expression d'une certaine souveraineté ?

²² Emanation de la CDC. Cf. Economie sociale et cycle de vie des institutions. *Economica*. Avril 1983.

Pourquoi ces interrogations ? A la demande de mes adhérents, j'ai conduit un benchmark sur les politiques de protection sociale en pourcentage du PIB au sein de l'OCDE.

Assez rapidement, selon le principe de réalité, j'ai observé qu'il était très difficile (inutile ?) de faire des comparaisons de façon homogène. Je donne un exemple un peu caricatural, mais démonstratif : l'Islande consacre seulement 2 % du PIB à ses retraites, ce qui est très faible, mais c'est le pays le plus cher d'Europe : les prix sont 56 % plus élevés que la moyenne européenne en 2018. Donc, cela exerce une forte tension sur le pouvoir d'achat des retraités et sur leur qualité de vie. Résultat, en moyenne, les Islandais partent à la retraite à l'âge de 69,8 ans versus l'âge légal de 65 ans ! C'est le pays où les retraités sont les plus âgés d'Europe. Autre exemple : en France, 3,5 % des plus de 65 ans vivent avec moins de la moitié du revenu médian, alors que la moyenne dans l'OCDE est de 12,5 %.

Tout cela renvoie donc à des choix de société et le budget d'une nation doit théoriquement le traduire : exemple, le budget de la défense nationale pour la France est de 1,9% du pays, alors qu'il est de 1,3 % en Allemagne (jusqu'à présent). Que fait l'Allemagne de son différentiel de 0,6 % de PIB, et quelles dépenses les Allemands ont décidé de prioriser ? Qu'est-ce que cela traduit comme projet de société ?

Je pense donc que nous nous trompons de débat et que la pression « maastrichtienne » nous induit fortement en erreur. Certes, il y a l'euro. Mais, là encore, nous n'avons jamais réuni les conditions d'une zone optimale monétaire. En résumé, abordons la réforme des retraites par sa dimension sociétale et sociale. C'est la base d'un consensus national nécessaire. Le reste suivra.

Productivité, quand tu nous « maintiens »

Tout ceci explique que depuis plus d'une décennie, GENERATIONS E.R.I.C. a concentré ses travaux sur d'autres approches, notamment la productivité.

Nous avons considéré en effet que c'était le sujet central de l'équation des retraites, de la protection sociale de façon plus large, et de bien d'autres thématiques politiques. Nous n'avons rien inventé d'ailleurs. Le fait déclencheur en a été une lecture attentive de la méthodologie du COR en 2008 et le fruit d'entretien avec des actuaires, notamment ceux de l'institution.

Que nous a expliqué le COR ? Qu'une différence de 0,1 % de taux de croissance de la productivité du travail pèse aussi lourd qu'une différence de 4 % dans le taux de chômage ; que la croissance de la productivité est un processus cumulatif, et que son impact augmente donc sans cesse au cours du temps. Si l'hypothèse de chômage a un impact relativement important à court terme, c'est l'inverse à long terme, où l'hypothèse de productivité est de loin la plus déterminante. Un rythme annuel de croissance de la productivité de 0,1 point plus élevé se traduit par un solde financier amélioré de 0,3 à 0,4 point de PIB en 2060 et d'environ 0,15 à 0,2 point de PIB en moyenne sur la période 2015-2060.

Aussi, lorsqu'en 2010, le gouvernement avait retenu l'hypothèse d'un taux de productivité horaire de 1,5, alors qu'il était déjà inférieur, nous avons immédiatement réagi²³ en diffusant l'idée que cette réforme ne réglerait rien sur le fonds. Les nouvelles réformes engagée après nous ont donné raison. En 2010, le choix du niveau de 1,5 pour un indicateur clef était clairement de nature politique : procéder à d'autres simulations revenait à démontrer que le système serait structurellement

²³ L'ancêtre de GENERATIONS E.R.I.C était l'AFPEN.

en déséquilibre, ce qui susciterait de fortes oppositions, notamment des organisations syndicales et de certains partis politiques. Aujourd'hui, je ne crois pas que les oppositions syndicales aient diminué...

Venons-en à quelques grands constats : le taux de croissance du PIB par habitant baisse de façon constante sur le long terme. Prenons le taux moyen d'évolution en volume du PIB par décennie : années 60 (4,8 %), années 70 (3,5 %) ; années 80 (1,7 %), années 90 (1,4 %), années 2000 (0,6%). Quelles sont les causes de cette baisse constante alors que les technologies n'ont cessé d'augmenter ?

Depuis 1949, la durée annuelle moyenne du travail (salariés et non-salariés) a diminué de 550 heures (2.096 heures en 1949, 1544 en 2007). Cela équivaut à plus de trois mois de travail en moins sur la base de la durée mensuelle de 1949.

Le taux d'emploi en France impacte également lourdement le PIB par habitant.

Ensuite, la qualité du tissu économique joue un rôle : par exemple, l'Allemagne a su développer, grâce à son industrie, des secteurs à forte valeur ajoutée et à forte productivité. A contrario, le problème de la France, c'est l'impact global de la désindustrialisation et de la tertiarisation de l'économie française sur des segments à faible valeur ajoutée.

Par conséquent, comment augmentons-nous le taux de croissance de la productivité horaire qui conditionne l'augmentation des salaires et donc la base des cotisations sociales ? Pour GENERATIONS E.R.I.C., cette interrogation est plus cruciale que de passer de 62 à 64 ans...

Le taux de croissance de la productivité horaire du travail est ainsi passé de plus de 4 % pour les pays européens et 2,5 % pour les États-Unis, en 1971, à moins de 1 % en 2018 pour l'ensemble de ces pays.

D'après l'analyse macro-économétrique, c'est le « capital humain » qui contribue à hauteur des trois quarts des gains de productivité en tendance sur l'ensemble de la période. Qui dit « capital humain », dit capital de compétences (incluant l'expérience), et qui dit compétences, dit d'abord « Education scolaire », « Formation supérieure ou technique métier » (apprentissage, etc.) et « Formation professionnelle ». Les trois « mamelles » du capital humain.

Je n'ai pas besoin de rappeler la dégradation de notre niveau scolaire en général²⁴, et pire encore, celui des maths : dans le dernier classement international Timms, qui mesure les performances des élèves de quatrième et de CM1, la France arrive en dernière position de tous les pays de l'Union européenne en CM1 et en avant dernière position pour le niveau des élèves de quatrième, juste devant la Roumanie. En classe préparatoire, les enseignants déplorent cette baisse, avec des élèves incapables de résoudre une équation d'un niveau 5^e ou 4^e ! Et dire que nous entrons dans la révolution numérique...

Le ralentissement des gains de productivité s'accompagne, en outre, d'une dispersion croissante de celle-ci dans au moins 3 dimensions. Premièrement, les gains de productivité se concentrent géographiquement dans les métropoles spécialisées dans les services qualifiés. Deuxièmement, une dispersion croissante de la productivité est observée entre les entreprises les plus performantes et les autres. Une troisième dimension concerne la polarisation accrue du marché du travail, laquelle fait référence à une déformation de la structure des emplois en faveur à la fois des métiers hautement qualifiés (bien payés) et des métiers peu qualifiés (mal payés). La polarisation prend donc, théoriquement, la forme d'un U.

²⁴ En plus de mes activités professionnelles, j'ai enseigné plus de 30 années en université. J'ai donc vu cette dégradation du niveau culturel.

Cette polarisation du marché du travail (et sa future évolution) est totalement ignorée dans la question des retraites. Pourtant, elle se caractérise par un transfert de l'emploi vers les qualifications les plus élevées, avec salaires à la clef. Or, depuis la crise de 2008, l'on observe une dégradation accélérée des métiers situés au milieu de l'échelle des qualifications. D'ailleurs, des travaux récents montrent que la polarisation de l'emploi continue et même tend à s'accélérer durant les récessions. De plus, cela s'accompagne par une surreprésentation des femmes dans les professions à bas salaire et leur forte sous-représentation dans les emplois intermédiaires. Petit rappel pour faire le lien : les femmes vivent plus longtemps que les hommes... et donc, elles constituent une part importante de la population des retraités.

Polarisation et révolution numérique

La polarisation de l'emploi et la hausse des inégalités de salaire, qui ont (et auront) des répercussions sur le niveau de la pension de retraite, s'expliquent d'abord par la nature du changement technologique récent. La révolution numérique et ses applications dans l'informatique et l'Internet ont révolutionné l'organisation des entreprises et par ricochet le monde du travail. Mais nous n'en sommes qu'au tout début...

Comme les précédentes révolutions technologiques, ces innovations ont produit des gagnants et des perdants mais jamais le gouffre entre les deux n'a été aussi béant. C'est ce qu'on appelle un « effet de structure » : dans l'industrie, les gains de productivité horaires étaient de 6,3 % par an en moyenne entre 1950 et 1974 et de 3,7 % entre 1990 et 2007.

L'approche marketing entraîne aussi des conséquences. Plus on segmente et différencie, moins il est facile, en dépit de « l'automatisation flexible », de réaliser les énormes gains de productivité

des « chaînes automatisées » de la production de biens simples et ultra-standardisés.

Il faut remettre tous ces éléments dans une perspective : l'amplification du numérique et du digital va profondément bouleverser les organisations du travail et le profil de l'emploi. L'obsolescence des compétences est devant nous et pas derrière.

Dans ce prolongement, j'ai déjà eu l'occasion d'écrire²⁵ que notre zone de risque social, ce ne sont pas les seniors aujourd'hui, ceux que l'on veut faire travailler jusqu'à 67 ou 68 ans. Le pourront-ils d'ailleurs ? Non, le vrai défi à relever d'urgence, c'est le renforcement des compétences des quadras : ils sont 10 millions aujourd'hui. Sachant que les technologies du numérique vont suivre une complexité croissante, ce qui requerra des formations continues pour assurer une employabilité adaptée à ces nouvelles contingences des postes de travail, un effort d'investissement en formation est un impératif national, en priorité pour cette tranche d'âge. A défaut, ils constitueront une large partie des bataillons d'un « Néo-prolétariat » en souffrance. Pour eux, la retraite sera très compromise.

Lors des précédentes révolutions industrielles, l'apprentissage des nouvelles techniques se déroulait sur deux générations. Ce n'est pas le cas avec la révolution du numérique. Tout va aller de plus en plus vite.

Les chiffres de la croissance et des gains de productivité sont donc (et vont être de plus en plus) affectés à la baisse. Notre baisse du rythme de croissance n'est pas qu'une question de limites naturelles de la production ou de coûts croissants des ressources. Le capital humain devient de plus en plus fondamental. Tout ceci n'est pas intégré dans les scénarios du COR, lequel se limite à partir du scénario fixé par

²⁵ Livre Blanc sur l'emploi des Séniors. Generations E.R.I.C. 2014

Bercy, un scénario très normatif et basé sur ses fondements statistiques dépassés.

Et voici venir les trois vagues « scélérates vont s’emplifier »

Petite précision pour conclure : cet article est à « situation actuelle », donc sans prendre en considération des facteurs de mutation. Les constats sur la productivité sont les résultats des événements passés.

En fait, et peut-être cela donnera lieu à un prochain article, je vois trois vagues qui vont profondément continuer à bousculer notre monde et notre situation économique : le vieillissement de population qui ne fait l’objet d’aucune mesure de préparation et d’adaptation suffisantes ; la remise en cause des modèles économiques du fait des profondes modifications de l’approvisionnement mondial des sources d’énergie (en particulier en Allemagne, qui va peut-être perdre son rôle de « locomotive » de l’UE) ; la bascule du centre de gravité géopolitique vers l’Eurasie, avec une possible dédollarisation et un déclin prononcé de l’économie européenne.

Ne pas tenir compte de ces changements déjà en cours ramène l’exercice de réforme des retraites à une certaine « fiction » et donc à de profondes désillusions, en particulier au sein des jeunes générations.